

Energie

Pour adapter le régime de la TVA à la libéralisation du marché de l'énergie, le Conseil a formellement adopté, le 8 octobre dernier, la directive sur la taxation du gaz et de l'électricité. A partir du 1^{er} janvier 2005, la TVA sera imposée dans l'Etat où l'énergie sera livrée ou consommée, et les coûts d'accès et d'utilisation des réseaux de distribution seront également taxés dans le lieu d'établissement de l'acquéreur. Le gaz en bonbonne continuera à être soumis aux règles actuelles de la TVA.

Télécommunications

La directive (2002/21/CE) "relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre")" est entrée en vigueur, le 25 juillet 2003. Cette directive vise à éliminer les réglementations spécifiques régissant les communications électroniques, donne un rôle important aux autorités de régulation nationales (ARN), précise les relations entre les ARN et la Commission, qui est dotée d'un rôle de surveillance, notamment.

Une première application de la directive, et des directives particulières associées, a été soumise à la Commission par l'ARN britannique (OFTEL). Elle concerne le marché de gros de l'accès et du départ d'appel sur les réseaux téléphoniques mobiles au Royaume Uni : OFTEL a considéré que ce marché national de gros était devenu suffisamment concurrentiel (quatre opérateurs, dont aucun, seul ou conjointement, ne dispose d'avantage concurrentiel ou de puissance significative sur le marché) pour rendre la réglementation sectorielle nationale superflue et a, par conséquent, décidé de l'abroger. La Commission a souscrit à cette analyse et le commissaire Liikanen a souligné que "lorsque de nouveaux arrivants sont établis sur un marché, la concurrence est effective, la réglementation sectorielle peut être supprimée".

Social

☞ **Coordination ouverte** : Dans une lettre commune en date du 19 septembre dernier, les partenaires sociaux ont exprimé leurs inquiétudes sur les propositions de la Commission contenues dans son projet de communication sur la "rationalisation de la coordination ouverte dans le domaine de la protection sociale".

S'ils se disent favorables à une démarche de rationalisation, les cosignataires (CEEP : Centre européen des entreprises à participations publiques et entreprises attributaires de services publics ; CES : Confédération européenne des syndicats ; UEAPME : Union européenne de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises ; UNICE : Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe) se disent inquiets quant au fait que "le regroupement des processus existants en matière d'inclusion, de pensions et de soins de santé risque de diluer les spécificités de chacun et d'affaiblir la dynamique qui les sous-tend, .../..

Energy

In order to adapt the VAT system to the liberalisation of the energy market, the Council formally adopted the directive on gas and electricity taxation on the 8th October 2003. Starting from the 1st January 2005, the VAT will be fixed in the State where energy is delivered or used and the costs for the access and the utilisation of distribution networks will equally be taxed in the country where the recipient dwells. However, gas in containers will continue to be taxed under the current rules of VAT.

Telecommunications

Directive (2002/21/CE) "concerning a common regulation framework for electronic communications networks and services ("framework" directive)" became effective on 25th July 2003. This directive aims to eliminate specific regulations which govern electronic communications, gives the National Regulatory Authorities (NRA) a significant role, specifies relations which should exist between NRA and the Commission, which is, in particular, given the role of supervision.

The first application of this directive, and of some particular directives associated with it, was submitted to the Commission by the British NRA (OFTEL). It concerns the wholesale market for the access and of the departure of calls in mobile telephone networks in United Kingdom: OFTEL considered that the wholesale market in question had become sufficiently competitive (four operators none of whom, alone or jointly, could have competitive advantage or significant power in the market) to render the national sector-specific regulation superfluous and, consequently, decided to repeal it. The Commission approved this analysis and commissioner Liikanen stressed that "when new comers are established in the market competition becomes effective, sector-specific regulation can be removed"

Social

☞ **Open coordination**: In a joint letter dated 19th September 2003, social partners expressed their worry on the Commission's proposals contained in its communication draft concerning the "rationalisation of open coordination in the domain of social security".

Even though they do agree with the procedure of rationalisation, the signatories of the letter (CEEP: European Centre of Enterprises with Public Participation and Enterprises of General Economic Interest, the Union of Industrial and Employers' Confederations of Europe (UNICE), European Trade Union Confederation (ETUC), the European Association of Craft, Small and Medium-sized Enterprises (UEAPME)) express some reservations on the fact that "the grouping of current procedures in matters of inclusion, pensions and health care is likely to attenuate the particularity of each one of them and weaken the dynamics which underlies them, .../...

aussi bien au niveau européen que dans les Etats membres". Selon eux, "les particularités de chacun des trois domaines devraient se traduire par un certain nombre d'objectifs spécifiques s'ajoutant à un nombre limité d'objectifs communs". Ils demandent, également, des clarifications sur leur rôle, en particulier leur implication dans l'évaluation des progrès réalisés.

☞ **Régimes de sécurité sociale** : Le Parlement européen a adopté, le 3 septembre dernier, le rapport de Jean Lambert (Verts, Royaume-Uni) sur la proposition de la Commission (COM(1998)779), visant à adapter le règlement 1408/71 sur la coordination des régimes de sécurité sociale pour les personnes qui se déplacent dans l'Union. Les amendements apportés vont plus loin que la proposition de la Commission sur plusieurs points : droit aux prestations du pays hôte pour les citoyens européens, y compris les invalides ; maintien du droit au chômage pour un travailleur qui change d'Etat membre ; élargissement de la définition de la famille. Le Parlement a, également, appuyé la proposition de la Commission pour que le règlement s'applique à toute personne couverte par la législation sur la sécurité sociale, et non pas aux seuls travailleurs, et souligné que la liste des types de sécurité sociale couverts ne devait pas être exhaustive afin de laisser la place pour des développements ultérieurs.

Accord général sur le commerce des services

Après l'échec de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun (Mexique), les 12 et 13 septembre dernier, l'Union européenne s'interroge sur l'avenir de ces négociations. Différentes options sont envisagées et on annonce à Bruxelles, pour le 7 novembre prochain, le lancement d'une vaste consultation qui concernerait le Conseil (comité 133), la Commission, le Parlement européen et la société civile.

Cour de justice

Télécommunications : Dans deux arrêts du 18 septembre dernier (C-292/0, C-293/01) sur des affaires conjointes relatives aux redevances imposées à des opérateurs de télécommunications (Albacom et Infostrada), la Cour dit que la réglementation communautaire ne permet pas aux Etats membres d'imposer aux titulaires de licences une charge annuelle calculée sur leur chiffre d'affaires. En l'occurrence, l'Etat italien a imposé des types de prélèvements ne correspondant pas à ceux autorisés par la directive 93/13/CE, qui sont : les frais administratifs générés par la mise en œuvre des licences, l'utilisation de ressources rares, la contribution financière à la fourniture du service universel. Le cadre commun perdrait son effet utile si les Etats membres étaient libres de déterminer la charge fiscale que doivent supporter les entreprises et, de surcroît, une telle charge constituerait un obstacle de nature pécuniaire au processus de libéralisation.

Cette arrêt, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la loi de finance en préparation pour 2004, pourrait coûter jusqu'à trois milliards d'euros à l'Etat italien de manque à gagner et de remboursement de taxes illégalement perçues.

at the European level as well as in Member States. According to them "the particularity of each of the three domains should be transformed into a number of specific objectives which would be added to the limited number of common objectives". They are also calling for clarifications on their role, in particular, on their involvement in the evaluation of progress made.

☞ **Social security systems**: On 3rd September 2003, the European Parliament adopted a report by Jean Lambert (Greens, United Kingdom) on the Commission's proposal (COM(1998) 779) aiming to adopt regulation 1408/71 concerning the coordination of social security systems for people moving within the Union. Amendments which have been made go well beyond the Commission's proposal on several points: right to services provided in the host country for European citizens, including the handicapped; preservation of unemployment benefits for a worker changing from one Member State to another; broadening of the definition of the family. The Parliament has also supported the Commission's proposal in order that the regulation becomes applicable to everyone covered by the legislation on social security and not only to workers and, insists that the list of the types of social security concerned should not be exhaustive so as to leave room for future developments.

General Agreement of Trade in Services.

After the failure of the meeting of the World Trade organisation at Cancun (Mexico), 12th and 13th September 2003, the European Union is pondering on the future of these negotiations. Different options are being envisaged and, already, Brussels is announcing the launching of a vast consultation, on 7th November 2003, which would involve the Council (committee 133), the Commission, the European Parliament and the Civil Society.

Court of Justice

Telecommunications: In two judgements (C-292/0 and C-293/01) of 18th September 2003, concerning joint cases on fees levied from telecommunications operators (Albacom and Infostrada), the Court ruled that the Community regulation does not allow Member States to impose on licence holders, annual charges calculated on the basis of their turnover. In the cases at hand Italy had imposed the type of levies which are not in line with those authorised by directive 93/13/CE, which are: administrative costs resulting from the implementation of licences, utilisation of rare resources, financial contribution to the provision of the universal service. The common framework would lose its utility if Member States were free to determine the fiscal loads which firms have to bear and, worse still, such a charge would constitute a financial obstacle to the process of liberalisation.

This decision which is likely to affect the budget bill for 2004, under preparation, and could cost the Italian government up to 3 billion euros in lost expected revenue and in the reimbursement of illegally levied taxes.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by Email exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.